

La voix de l'opposition de gauche

Le 9 avril 2018

CAUSERIE

Dernières infos sur la Syrie.

- Syrie: l'aéroport militaire T4 attaqué - presstv.com 09.04

L'aéroport militaire T4 de Homs en Syrie a été attaqué par missiles américains. L'attaque au missile a été menée depuis un navire américain déployé en Méditerranée. Il s'agirait des missiles de type Tomahawk avec quoi les États-Unis ont déjà frappé une première fois en avril 2017 la base aérienne d'Al-Chaayrate, toujours située dans la banlieue de Homs.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé ce lundi 9 avril l'attaque au missile contre l'aéroport militaire T4 évoquant des morts et des blessés. Toujours selon cette source, les systèmes anti-aériens syriens ont intercepté huit missiles.

L'aéroport militaire T4 se trouve dans la province de Homs. Il se situe à l'ouest de Palmyre à 100 km à l'est de la ville de Homs.

Toute la journée de dimanche les médias occidentaux ont accusé sans preuve l'armée syrienne d'avoir attaqué aux substances chimiques les populations de Douma, dernier bastion que les terroristes de Jaïsh al-islam devraient évacuer dans les heures à venir. Cette accusation a été formulée et reprise par les Américains et leurs alliés au Conseil de sécurité alors que l'armée syrienne contrôle depuis 10 jours la quasi totalité de la Ghouta orientale.

L'une des parties à avoir le plus énergiquement appelé à une attaque US contre la Syrie a été Israël.

Alors que l'opinion internationale continue de dénoncer la mort des dizaines de Palestiniens de Gaza sous les balles israéliennes, le régime de Tel-Aviv croit avoir trouvé de quoi se disculper : la chaîne israélienne i24 News a affirmé disposer d'informations selon lesquelles les commandants militaires américains seraient sur le point de convaincre Donald Trump d'attaquer Damas, plan d'attaque à l'appui.

"Les généraux du Pentagone préparent en ce moment une liste des cibles à frapper qui sera remise d'ici quelques heures au président Trump", rapporte la chaîne israélienne en allusion aux accusations d'attaque chimiques contre les civils de Douma attribuée à l'armée syrienne. Dimanche le président américain avait menacé Assad de "pire riposte" pour "avoir tué des civils dont des femmes". Trump a également accusé la Russie et l'Iran de complicité avec "Assad " qu'il a traité d'animal.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir sur la supposée attaque chimique contre Douma dans la Ghouta orientale, ce lundi à la demande de la France. presstv.com 09.04 Syrie : la France et les États-Unis démentent avoir bombardé une base du régime Le HuffPost 9 avril 2018 L'origine de l'attaque qui a visé l'aéroport militaire T-4, également connu sous le nom de Tiyas, reste indéterminée. Le HuffPost et AFP 9 avril 2018

Un article destiné à ceux qui en sont restés au Capital de Marx et Engels.

Je rappelle que jusqu'à mon dernier souffle, j'éprouverai une reconnaissance infinie envers Marx et Engels, que je considère comme les plus grands penseurs et humanistes de tous les temps. Cela implique d'essayer d'en être digne contrairement au culte de la personnalité et au dogmatisme.

- La reconnaissance est un fardeau, et tout fardeau est fait pour être secoué. Diderot, le Neveu de Rameau.

Secouons le fardeau du dogmatisme.

Je me demande comment on peut arriver à se convaincre que tout serait possible sans se poser davantage de questions ou sans imaginer un seul instant que le contraire pourrait également s'avérer exact, autrement dit, que tout ne serait pas possible ou que l'impossible pourrait bien se produire.

Il est étrange qu'on ne parvienne pas à concevoir que ce qui était possible ou impossible à une époque ne le soit plus à une autre époque, tout simplement parce que certains facteurs ou rapports auraient évolué de sorte que certaines conditions qui n'étaient pas remplies ou qui n'existaient pas autrefois le soient de nos jours ou se trouvent réunies, ce qui n'a rien d'extraordinaire et se produit quotidiennement, ce qui l'est en revanche, c'est de s'obstiner à le nier.

Maintenant on conçoit très bien que lorsqu'on aborde un champ aussi vaste que l'évolution de la situation ou de l'économie mondiale, au regard de la multitude de facteurs qui sont concernés, on puisse facilement s'égarer ou on ait toutes les peines du monde à s'y retrouver, et qu'il soit plus pratique alors de s'en remettre à son catéchisme favori. Et lorsqu'il s'avère qu'il est trop étroit pour en contenir les derniers développements ou faits qui le contredisent ou qui n'y figuraient pas, et bien on les fera disparaître ou on décrètera qu'ils étaient insignifiants, au besoin on tordra la réalité dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec notre théorie, et si cela ne suffisait pas, on n'hésiterait pas à y trouver ce qui n'y figurerait pas.

Après tout, quand en guise d'analyse on a décidé une bonne fois pour toute qu'on avait raison ou que toute interprétation divergente de la nôtre était forcément erronée, rien ne peut perturber nos certitudes gravées dans le marbre, quitte à violer nos principes qui s'en trouveront d'autant affaiblis, sans qu'on s'en émeuve plus que cela une fois rendu à ce stade misérable de reniement...

Il faut avouer que les choses sont beaucoup plus compliquées qu'elles n'y paraissent ou telles qu'on nous les expose.

Il fut une époque où on abordait des questions qui sont devenues littéralement des tabous, par exemple celle concernant la capacité du capitalisme à dépasser ses propres contradictions. On se demandait en quoi consistaient ces capacités et quelles en étaient les limites. Des questions qu'il aurait fallu aborder sérieusement en tenant compte de l'évolution de plusieurs facteurs, dont la croissance exponentielle de la démographie mondiale qu'on continuera d'ignorer jusqu'à nos jours, alors qu'elle était le produit du développement du capitalisme et allait être un des facteurs déterminants de l'évolution à venir de l'économie mondiale, concourir à la modification du rapport de force entre les classes au détriment des exploités dans les pays les plus développés et transformer profondément le mode de vie des masses dans les pays sous-développés, dont certains seront amenés à se développer à marche forcée... Et bien pendant ce temps-là, alors que ce processus se déroulait sous nos yeux, cela paraîtra peut-être incroyable à certains lecteurs, on continua de prétendre que le capitalisme était incapable de développer de nouveaux marchés, que le marché mondial avait atteint ses limites, etc. point final, et oser avancer le contraire vous valait d'être traité d'ignorant ou de contre-révolutionnaire, une insulte suprême pour un militant convaincu

d'avoir atteint un niveau de conscience supérieure, du coup nous avons tous adopté cette interprétation farfelue.

En fait, le capitalisme ne disposait pas de capacités secrètes ou inexploitées que Marx ou Engels auraient ignorées, il allait au contraire confirmer leur diagnostic qui demeure valable, mais attention, concernant le capitalisme uniquement, tel qu'il existait à leur époque et dont les fondements sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours, au grand dam de l'oligarchie qui voudrait bien s'en débarrasser le plus vite possible, car il contient des contradictions explosives qui alimentent la lutte de classe du prolétariat.

Ce que ne pouvaient pas deviner ou plutôt découvrir Marx et Engels, c'est que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une direction politique pour prendre le pouvoir ou abattre le capitalisme, avant que les conditions indispensables à l'existence du capitalisme aient atteintes leurs limites ou ne soient épuisées ou que ses contradictions tendues à l'extrême lui soient fatales, de sorte que l'oligarchie n'ait plus d'autre alternative que recourir à un système de type purement mafieux et criminel n'ayant aucun rapport avec les lois de l'économie pour sauver sa peau ou ses privilèges, y compris le capitalisme à l'agonie, qui ne doit surtout pas s'effondrer de lui-même, car quant à le faire disparaître, elle seule doit s'en charger le moment voulu, par étape, par morceau, d'où la mise en place progressivement d'un autre modèle de société, ploutocratique, bureaucratique, policier, totalitaire.

On n'a pas saisi qu'il existe une différence fondamentale entre une société soumise à des rapports sociaux qui sont régis par des lois de fonctionnement contraignantes ou intangibles, qui s'imposent à toutes les classes, y compris à celle des capitalistes, et une société où ses lois et ses contraintes n'existent pas pour ceux qui les ont conçues, elles émanent de leur volonté à conserver le pouvoir sans avoir à se soumettre à des critères économiques ou sociaux, sans avoir de compte à rendre à personne, et si elles doivent être appliquées bureaucratiquement par des moyens despotiques, c'est parce que leur contenu inavouable relève du totalitarisme. Dit autrement, être soumis à des lois dont on a hérité au risque qu'elles se retournent contre vous au détour de la lutte des classes, ou concevoir des lois sur mesure qui vous permettent d'agir en toute impunité en ayant neutralisé la lutte des classes, ce n'est pas du tout la même chose. J'ignore ce que vous en pensez, mais au moins avec cette explication on sait d'où on part et on sait ce qu'ils nous préparent ou où nous allons.

Il est de bon ton aussi d'affirmer qu'on assiste à une fin de règne en parlant du capitalisme, mais on a l'esprit assez borné pour ne pas concevoir ou admettre qu'il est en train d'accoucher d'une créature encore plus monstrueuse, à défaut de passer au socialisme.

Qu'on le veuille ou non, c'est davantage l'effondrement du mouvement ouvrier auquel nous avons assisté plutôt que celui du capitalisme, non ? Même si nous assistons à celui de ce dernier, mais pas vraiment selon le scénario qu'on nous avait décrit.

Bien évidemment, cela aurait dû se répercuter sur notre conception de la lutte de classe qu'on aurait dû modifier, or rien de tel ne fut fait. J'en veux pour preuve qu'on continua d'expliquer que le capitalisme allait s'effondrer, que l'économie mondiale allait exploser et j'en passe et des meilleurs, et toutes les tactiques ou stratégies mises en oeuvre correspondirent à cette analyse erronée. Tous les rapports que nous entretenmes avec les différents partis, les institutions, le régime, l'ensemble de ses représentations idéologiques en furent faussés de fait.

Mais on refuse obstinément de l'admettre au nom d'une théorie devenue obsolète qu'il aurait fallu actualiser, parce que justement cela aurait nécessité de remettre en cause bien des rapports dont on tirait profit à court terme, perdant de vue que les transformations en cours de la société risquaient de nous éloigner toujours plus de notre objectif si on ne les prenait pas en compte. Se proclamer marxiste, trotskyste, communiste, socialiste n'engage que leurs auteurs et n'a aucune

valeur à nos yeux, quand au lieu de partir des faits on s'emploie à les nier, cela s'adresse de préférence à nos dirigeants.

- Le prochain crash est planifié par Eberhard Hamer - Horizons et débats (Suisse) 03.04.2018

Voilà c'est fait! La HSH Nordbank – la scandaleuse banque régionale de Hambourg et du Schleswig-Holstein – est vendue.

Dans cette vente, tout est matière à scandale:

L'acquéreur est Cerberus, fabricant d'armement de sinistre réputation opérant à l'échelle mondiale, et financier d'armées de mercenaires comme Cerberus par exemple, menant la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique avec de l'argent américain. Ces guerres sont menées si brutalement et contrairement au droit que les Américains n'osent pas – à cause des conséquences juridiques – le faire avec leurs propres troupes. L'acquéreur en est ainsi le dernier des possibles sur le marché des investisseurs mondiaux. Les institutions publiques ne devraient pas pouvoir conclure ce genre d'affaire avec des organisations pareilles, criminelles et responsables de guerre.

Le prix d'achat est d'un milliard d'euros – mais les vendeurs (les deux länder de Hambourg et du Schleswig-Holstein) doivent encore reprendre chacun à leur charge pour environ 7 milliards d'euros, soit donc en tout 14 milliards de dettes. Somme qui sera par conséquent payée par le contribuable allemand en raison de l'incapacité de banquiers amateurs publics et de spéculateurs mis en place par la finance anglo-saxonne. Au lieu de quoi, et malgré le tollé soulevé par nos media, ce résultat a encore été salué par la propagande du gouvernement allemand.

Tous les responsables de ce scandale financier se sont personnellement recapitalisés, l'un d'entre eux, l'ancien maire de Hambourg Olaf Scholz, s'en étant même servi pour postuler avec succès pour le ministère fédéral des Finances.

HSH Nordbank – Un banc d'essai pour les spéculations aventureuses

Le scandale de la HSH Nordbank est, pour les banques corrompues par la haute finance anglo-saxonne dans le monde, un banc d'essai pour les montages spéculatifs les plus débridés, l'utilisation abusive des devises et de l'industrie financière, pour la concentration mondiale du capital (l'empire du dollar) et pour l'auto-complaisance et la déchéance morale de nos banquiers principaux et des politiciens de la finance:

Les hommes au pouvoir savent depuis des siècles que la forme la plus efficace de la «domination» exercée sur un pays n'est ni militaire, ni politique, mais se fait par l'argent: «Celui qui a l'argent, celui-là possède le monde.»

La finance anglo-saxonne possède ce pouvoir sur l'argent par la fondation de banques officiellement publiques, mais en réalité privées comme la FED (Federal Reserve Bank), la BOE (Bank of England), la BOJ (Bank of Japan) ou par des banques centrales officiellement étatiques, mais investies par des hommes à eux, comme la BCE (Banque centrale européenne), si bien que les principales banques centrales du monde occidental forment un groupe de pouvoir fermé, concentré entre les mains d'un seul syndicat financier – l'empire du dollar.

«L'argent étant impliqué dans chaque transaction, et toutes les civilisations s'élevant ou s'écroulant littéralement suivant leur valeur monétaire, nous parlons ici d'un pouvoir énorme opérant dans l'ombre. C'est le pouvoir de créer des illusions paraissant avant tout parfaitement réelles. C'est là, exactement, que se trouve le noyau du pouvoir le FED».1

La tendance à la centralisation de l'argent et de l'organisation bancaire rend non seulement service aux plus grandes banques dans l'exercice de leur pouvoir sur l'argent et par là, sur l'économie, mais encore à l'Etat pouvant utiliser le système d'endettement comme forme alternative de source de revenus. (Ou plutôt, l'oligarchie se sert de l'endettement des Etats comme un noeud coulant passé autour de leur cou ou un moyen de chantage pour mieux les contrôler, de manière à ce qu'ils appliquent sa politique. C'est aussi une rente garantie... -LVOG)

«La coalition de l'Etat et des grandes banques forme la colonne vertébrale décisive de la centralisation de l'argent et du crédit.»² (Coalition ou collusion... - LVOG)

La «démocratie» est devenue une politique sociale, aux bienfaits sociaux de plus en plus élevés pour des groupes d'électeurs de plus en plus grands, lesquels sont financés par les crédits des banques internationales. (Le système capitaliste est bien en faillite, alors ils le maintiennent en vie artificiellement comme ils peuvent. - LVOG) Pour le capital financier, les crédits sont un instrument de domination d'autant plus puissant que, pour faciliter les manoeuvres de la haute finance américaine, elle peut créer de l'argent illimité au travers des banques centrales lui appartenant. On en réimprimera tout simplement – ou plus exactement, on le multipliera électroniquement.

Gouverner le monde par l'afflux de liquidités

«Cet afflux de liquidités est le pouvoir avec lequel la haute finance américaine régit le monde entier, se rend indispensable au travers des crédits serviable et, pour ceux qui ont accepté ses fonds, les transforme en débiteurs permanents.»³

John Perkins a décrit comment, au moyen d'expertises falsifiées des crédits excessifs sont octroyés à certains pays, ou comment on peut, par la corruption ou les menaces, rendre des gouvernements réceptifs au crédit. A celui qui se montre par trop récalcitrant, il arrive des accidents mortels, comme pour le président Torrijos (Panama), le président Roldos (Equateur), le président Allende (Chili) et bien d'autres.

«La nouvelle forme de conquête mondiale consiste principalement en ce qu'elle n'asservit plus tant militairement les peuples, mais leur octroie pour commencer des crédits disproportionnés pour remporter sur eux une domination financière et économique au travers de leurs dettes et du paiement des intérêts (servitude par les intérêts de la dette). Le résultat est le même: dans les deux cas, des peuples sont rendus durablement tributaires et réduits à l'état de vassaux dépendants.»⁴

«La domination mondiale de la haute finance américaine à coup de recours frénétique à la planche à billets, de crédits et d'intérêts est la nouvelle forme de l'impérialisme qui ne se construit plus sur les baïonnettes, mais sur les dettes et qui de cette manière a asservi plus d'une centaine de pays dans le monde.»⁵

«Afin d'éviter la gêne créée par l'allégeance des pays asservis, Washington désigne officiellement ses vassaux comme «alliés», ce qui contrefait une indépendance que ces pays ne possèdent pas.»⁶

L'illusoire planche à billets fonctionne en continu

En conséquence, tous les acteurs sont ainsi financièrement étroitement liés l'un à l'autre et dépendants les uns des autres: le syndicat financier doit continuellement créer de nouveaux crédits avec l'illusoire planche à billets fonctionnant en continu, les Etats au contraire doivent souscrire sans arrêt de nouveaux emprunts (si bien qu'on est parvenu entre temps, au plus haut niveau d'endettement mondial de tous les temps) et les banques sont non seulement des intermédiaires dans les monnaies des banques centrales envers les Etats, mais spéculent

également elles-mêmes sur la base de la masse monétaire en pleine explosion avec le papier-monnaie. Pourtant, aucun des acteurs ne peut se risquer à faire disparaître les autres parce qu'avec un seul trou dans la bulle financière, celle-ci éclaterait.

C'est aussi dans ce contexte, la raison pour laquelle l'un des «investisseurs» appartenant à la haute finance américaine reprend la Nordbank HSH, mais pas ses dettes qui seront socialisées séparément, pour la préservation de la servitude pour dettes.

Modèle pour un futur crash inévitable

Le deal de la Nordbank HSH pourrait être le modèle pour un futur crash inévitable de la bulle financière: les gens sans scrupules, «influencés» par la haute finance, les banquiers télécommandés ou même corrompus et les politiciens de la finance ont depuis longtemps constitué – au rebours de toutes les réglementations bancaires, financières et nationales – des montagnes d'emprunts ou de dettes plus maîtrisables (le volume des transactions est de 600 milliards de dollars, les dettes de 200 milliards, le PIB mondial brut par contre, de 80 milliards). Si cette bulle éclate (Il ne s'agit pas de milliards mais de milliers de milliards de dollars, une erreur de traduction sans doute. - LVOG)

- la dévaluation nécessaire (réforme monétaire) dépouillerait les créanciers privés dans le monde entier, mais par contre désendetterait les banques centrales (avant tout la FED) (Qui accroîtraient ainsi encore plus leur pouvoir... - LVOG)

- le bien-être apparent fondé sur l'argent virtuel s'écroulerait dans les pays endettés (Obama: «On doit comprendre qu'une bonne partie de cette richesse était illusoire dès l'origine.»), la population des Etats débiteurs ruinés par la haute finance s'appauvrirait, les banques privées malmenées par l'explosion de la masse monétaire éclateraient, de nombreux pays surendettés seraient entraînés vers la faillite, mais la haute finance sortirait de ce crash en pleine forme, non seulement parce que de cette façon elle pourrait se désendetter (réforme monétaire), mais aussi parce qu'en temps utile elle aurait fait en sorte qu'en Europe, par exemple, il ne se produise pas de banqueroute au niveau d'un Etat en particulier, mais que toute l'Union européenne se retrouve en banqueroute (à cause des emprunts, des dispositions en matière de responsabilités, d'unions financières, de l'MES). Ainsi le crash servirait, comme en 1929, à concentrer encore plus d'actifs entre les mains du syndicat de la finance américaine.

Ce dernier, comme en 1929, sortirait à l'avenir à nouveau gagnant du grand crash financier mondial, ayant augmenté sa prospérité réelle (moins les dettes monétaires).

Gagnant et perdant

Comme pour la Nordbank HSH, à l'avenir, les hommes de confiance des banques du syndicat financier surmonteront sans dommage l'écroulement – qu'ils auront eux-mêmes causé – de leurs propres banques. De même, les financiers politiques pilotés par le syndicat financier (Juncker, Draghi et leur clique) quitteront eux aussi le champ de bataille avec des pensions garanties par les contribuables.

Tous les joueurs corrompus, criminels, sans scrupules, du casino de la finance (la clique de la haute finance, les banques centrales, les banques, les pays débiteurs) resteront les gagnants à la fin de la partie. Par contre, les perdants seront les contribuables de cette génération et de la prochaine, les entrepreneurs de la classe moyenne, les employés, les épargnants et les retraités. Et une fois encore: les bénéfiques insolents sont privatisés, mais tous les impacts de l'endettement sont socialisés «dans la responsabilité commune» (Merkel).

Notes.

1 Paul, Ron. «Befreit die Welt von der US-Notenbank » [Libérons le monde de la Banque centrale américaine], 2010, page 8

2 Paul, Ron, idem., page 18

3 Hamer, Eberhard. «Der Welt-Geldbetrug» [L'arnaque mondiale], 2007, page 39

4 Hamer, Eberhard, idem., page 39

5 Hamer, Eberhard, idem., page 49

6 Roberts, Paul Craig. «Amerikas Krieg gegen die Welt» [La guerre de l'Amérique contre le monde], 2015, page 11

Bienvenue dans leur vieux monde pourri.

Ils en sont encore au Far West.

- Les récompenses aux renseignements, une tradition américaine - LeFigaro.fr

Délation ou acte civique? Aux États-Unis, promettre une récompense contre des informations sur un crime est ancré dans la culture du pays. En France ce système existe mais il est très peu utilisé.

Ce système de récompense «prend son origine au Far West, quand les autorités placardaient des affiches avec le nom d'un criminel et une somme pour sa tête», explique Maître Christopher Mesnooh, avocat au barreau de Paris et de New York, contacté par Le Figaro.

Le Département d'État américain a créé en 1984, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, un programme appelé: «Rewards for Justice» (RFJ). Celui-ci fixe les primes données pour des informations menant à la capture de terroristes. Selon le site du programme, depuis sa création le gouvernement américain a déjà versé plus de 145 millions de dollars à plus de 90 personnes. LeFigaro.fr

Un autre Etat ou le génocide est sa marque de fabrique depuis l'origine.

- YouTube interdit à 28 pays de regarder une vidéo exposant la violence d'Israël contre les manifestants. (The Canary) - - legrandsoir.info

YouTube a empêché 28 pays [dont la France - NdT] de regarder une vidéo de deux journalistes qui dénoncent l'occupation israélienne. La présentatrice d'Empire Files Abby Martin a interviewé l'auteur Max Blumenthal, qui a également critiqué la violence des militaires israéliens contre les manifestants palestiniens. L'émission a été diffusée sur le réseau latino-américain teleSUR English.

Interdit

YouTube, propriété de Google, affirme que la plate-forme Internet a interdit la vidéo dans 28 pays parce qu'elle viole les "lois locales". La plupart des pays où YouTube a bloqué l'accès à la vidéo sont européens. Ailleurs, YouTube a ajouté un avertissement à la vidéo et bloqué toutes les fonctions interactives :

En réponse à des signalements par des utilisateurs, nous avons désactivé certaines fonctions, comme les commentaires, le partage et les vidéos suggérées, parce que cette vidéo contient un contenu qui peut être inapproprié ou offensant pour certains publics.

"Il n'y avait absolument rien d'illicite"

Mais Blumenthal, auteur de The 51 Day War : Ruin and Resistance in Gaza, a déclaré :

YouTube a affirmé qu'il a supprimé mon interview sur Israël-Palestine avec Abby Martin pour se conformer aux lois de 28 pays. Cependant, dans tout ce que j'ai fait ou dit au cours de la discussion il n'y avait absolument rien d'illicite, même dans les pays qui ont les lois les plus strictes en matière de crimes de haine. Mes commentaires étaient entièrement fondés sur ma grande expérience de journaliste dans la région et mon analyse était de nature clinique. À aucun moment, je n'ai dénigré quelqu'un en raison de sa foi ou de son origine ethnique.

Le journaliste a déclaré que ses motivations étaient "une forte opposition à la discrimination systémique d'Israël à l'encontre des Palestiniens" et "l'attachement à l'égalité des droits pour tous".

Faire la lumière sur les actes récents de l'armée israélienne

La vidéo d'Empire Files, téléchargée en novembre 2015, attire l'attention sur la politique d'Israël concernant les manifestations palestiniennes.

Le 30 mars 2018, les forces armées israéliennes ont tiré sur des Palestiniens manifestant à Gaza. Au moins 17 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées.

Dans la vidéo interdite, Blumenthal parle à l'animatrice Abby Martin au sujet d'une présumée politique de "tirer pour estropier" :

Les soldats réprimaient les manifestations en tirant dans les jambes.

Il semble qu'Israël continue d'agir de la sorte en 2018. Après la fusillade du 30 mars, l'armée israélienne a envoyé un tweet :

tout était précis et mesuré, et nous savons où chaque balle a atterri.

Le tweet a disparu depuis.

Israel said that killing and crippling Palestinian protestors on 31st March was "accurate and measured, we know where every bullet landed". Now YouTube has banned an @EmpireFiles video that spotlights Israel's alleged 'shoot to cripple' policy against Palestinian demonstrators : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

— James Wright (@wrightismight) April 6, 2018

Israël a déclaré que tuer et estropier les manifestants palestiniens le 31 mars était " précis et mesuré, nous savons où chaque balle a atterri ". Maintenant, YouTube a interdit une vidéo @EmpireFiles qui met en lumière la politique présumée d'Israël de " tirer pour estropier " contre les manifestants palestiniens : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

James Wright (@wrightismight) 6 avril 2018

Dans la vidéo, Blumenthal dit aussi qu'Israël a utilisé :

des balles 'dum dum', qui sont des balles explosives. Elles éclatent dans tous les sens à l'intérieur de votre corps et vous estropient pour la vie.

Lorsqu'il a été interpellé par Vice en 2013, un porte-parole de l'armée israélienne n'a pas nié l'utilisation de telles balles, qui sont interdites en vertu de la Déclaration de La Haye.

Une décision politique

Maintenant, YouTube a censuré la vidéo. Blumenthal a qualifié la décision de YouTube de "politique" et "probablement prise sous la pression de puissants intérêts pro-israéliens". Depuis l'année dernière, la Ligue pro-Israël contre la diffamation est un membre actif du programme Trusted Flagger de YouTube. La Ligue contre la diffamation associe l'opposition à la violence israélienne à " l'opposition au droit d'Israël à exister ". Blumenthal croit que la Anti-Defamation League est probablement à l'origine de la censure de son entrevue avec Martin.

Il a ajouté :

La tendance à censurer tout ce qui présente Israël sous un jour moins favorable n'a fait que s'intensifier au fur et à mesure que les attaques de l'establishment contre les voix critiques se multiplient. Ce dernier épisode confirme mon point de vue selon lequel le lobby pro-israélien et ses complices volontaires dans la Silicon Valley représentent l'une des plus grandes menaces à la liberté d'expression en Occident.

En plus de YouTube, Facebook a bloqué de nombreux comptes de militants palestiniens. Les responsables israéliens ont loué la bonne volonté de Facebook quand Israël exige la censure, affirmant que Facebook a répondu favorablement à 95% des demandes en quatre mois.

The Canary a sollicité des commentaires à Google, mais n'en avait reçu aucun au moment de la publication.

James WRIGHT

La vidéo (en anglais).

- Max Blumenthal "The 51 Day War: Ruin and Resistance in Gaza"

<https://www.youtube.com/watch?v=LBjXVUr-rW8>

ou à partir du serveur de notre portail

<http://www.luttedeclassse.org/dossier47/Gaza.mp4>

Beginning July 8, 2014, Israel launched air strikes and a ground invasion of Gaza that lasted fifty-one days, leaving over 2,000 people dead, the vast majority of whom were civilians. During the assault, at least 10,000 homes were destroyed and, according to the United Nations, nearly 300,000 Palestinians were displaced.

Qui est Max Blumenthal ?

Jewish journalist Max Blumenthal.

Un journaliste et écrivain juif américain de 41 ans, il a collaboré notamment aux New York Times, Los Angeles Times, The Guardian, The Huffington Post... Il fut une plume de Bill puis Hillary Clinton... (Wikipédia)

Pour s'en être pris aux positions défendues par le sioniste d'extrême droite et porte-parole d'Israël Elie Wiesel, il s'attira les foudres de Hillary Clinton.

Clinton campaign slams 'hateful' Max Blumenthal comments on the late Elie Wiesel - The Jerusalem Post - Israel News 06.07.2016

"Secretary Clinton emphatically rejects these offensive, hateful, and patently absurd statements about Elie Wiesel."

Blumenthal is the son of longtime Hillary Clinton confidant Sidney Blumenthal, but is not related to her campaign. Less than an hour after the announcement of Wiesel's passing he took to Twitter and said: "Elie Wiesel is dead. He spent his last years inciting hatred, defending apartheid & palling around with fascists."

He then tweeted: "Elie Wiesel went from a victim of war crimes to a supporter of those who commit them."

(<http://www.jpost.com/Diaspora/Clinton-campaign-slams-hateful-Max-Blumenthal-comments-on-the-late-Elie-Wiesel-459657>)

Réduits à la misère elles se réfugient en prison. Jeunes ou vieux, de producteurs de richesses vous finirez en déchets.

- Les prisons japonaises accueillent plein de dames âgées qui ont souvent tout fait pour arriver là - mashable.france24.com 19.03

Le vol à l'étalage est vu comme une porte de sortie pour certaines personnes âgées au Japon qui cherchent la vie en communauté et la stabilité de la vie en prison.

Le vieillissement démographique du Japon se confirme. Plus du quart de la population japonaise (27,3 %) est constitué de personnes âgées de plus de 65 ans. Et cette tendance se voit également dans le milieu carcéral, où près de 20 % des détenus sont des seniors.

Mais il y a une donnée plus édifiante encore qui ressort d'un long format de Bloomberg publié le 16 mars : près d'une femme sur cinq dans les prisons japonaises a 65 ans ou plus. Ces criminelles ont souvent commis des délits mineurs pour échapper à la pauvreté et à la solitude en passant par la case prison. Certaines sont même des récidivistes. 9 femmes seniors sur 10 ont ainsi été condamnées pour vol à l'étalage.

Une prisonnière de 78 ans qui se présente sous le nom de Madame O a volé des boissons énergétiques, du café, du thé, des boulettes de riz et une mangue. Elle explique à Bloomberg : "La prison est une oasis pour moi – un lieu de détente et de confort. Je ne suis pas libre ici, mais je n'ai à me soucier de rien, non plus. Il y a plein de gens avec qui parler. On nous fournit des repas nourrissants trois fois par jour."

Le situation sociale des femmes âgées au Japon est particulièrement inquiétante. 25 % d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, contre "seulement" 10 % des hommes, écrit Quartz. La retraite des femmes célibataires ne leur permet pas de vivre au-dessus de ce seuil. Et ces femmes disent souvent n'avoir personne à qui se confier.

Face à cette situation, le gouvernement japonais cherche des solutions. Il construit des prisons pensées pour les personnes âgées et a lancé un programme de soutien social aux seniors récidivistes. Il met également en place des politiques visant à augmenter le personnel soignant. Mais il y a un décalage notable entre le nombre grandissant de personnes âgées et le manque prégnant d'encadrement spécialisé acceptant ce contact permanent avec la vieillesse. mashable.france24.com 19.03

Il faut s'y prendre très tôt pour que la lobotomie soit réussie.

- Des sorties scolaires organisées dans des Apple Store font grincer - Liberation.fr 09.04

De la publicité déguisée sous un prétexte éducatif ? Un reportage de France 2 en caméra cachée a dévoilé les dessous des sorties.

«Proposez une sortie de classe Apple à vos élèves ou à vos collègues enseignants pour leur faire vivre une expérience d'apprentissage inédite. Nos sessions pratiques leur permettront de découvrir comment se servir des produits Apple pour les mettre au service de leur imagination.» Sur son site internet, Apple propose ainsi aux écoles des sorties de classe gratuites dans vingt de ses Apple Store à travers la France. La firme américaine organise des visites de soixante à quatre-vingt-dix minutes avec initiation au code informatique.

Dans un reportage en caméra cachée diffusé mardi, un journaliste de France 2 a suivi une classe de CM2 d'une école publique de la région parisienne. A leur arrivée, les élèves sont accueillis par une haie d'honneur des employés puis reçoivent des tee-shirts avec le logo de la marque. De quoi provoquer l'interrogation d'un des enfants qui demande même ainsi à voix haute : «Je croyais qu'on n'avait pas le droit au placement de produits à l'école ?» Après l'initiation à la programmation sur les produits Apple, les élèves repartent avec une clé USB en forme de bracelet, toujours aux couleurs de la marque. Un des quatre formateurs – parmi lesquels on retrouve deux vendeurs selon France 2 – va jusqu'à déclarer : «Ça fait une super pub pour nous. Si jamais ça peut déboucher sur des ventes d'iPad pour les classes, pourquoi pas. Forcément, c'est une vitrine pour nos produits.» Pourtant, Apple a assuré à France 2 que le but de ces sorties était avant tout pédagogique et a réfuté toute visée commerciale.

Maître de conférences à l'université Sorbonne Nouvelle de Paris, Céline Largier Vié a indiqué sur Twitter jeudi avoir refusé que son fils participe à une de ces sorties scolaires en Apple Store la semaine prochaine. «J'ai aussi alerté le maître et la directrice, qui ne voient absolument pas où est le problème. Scandaleux !» Interrogée par BFM Business, elle indique comprendre la démarche de l'entreprise, pour qui «fidéliser des clients dès le plus jeune âge a forcément un intérêt», tout en déclarant : «Ce que je ne comprends pas, c'est qu'une école publique accepte ce genre de propositions sans ciller.»

Pourtant, ces sorties scolaires sont proposées par Apple depuis plusieurs années. En 2016, Paul Vannier, professeur d'histoire-géographie et secrétaire national du Parti de gauche avait déjà demandé à Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Éducation nationale, de faire interdire ce type de sortie. Sur Twitter, elle lui avait répondu que «les enseignants utilisent leur liberté pédagogique de façon pertinente pour éviter les pièges commerciaux. Faisons-leur confiance». Liberation.fr 09.04

Avoir un statut privilégié ramollit le cerveau ou entame la volonté de combattre la velléité des multinationales et du régime à nous réduire en esclavage, on est prêt à leur faire des concessions...

ACTUALITÉ DU JOUR

Retrait ! Dehors Macron !

Allons jusqu'au bout puisqu'ils y tiennent : Chassons Macron et les oligarques, prenons le pouvoir !

- E. Philippe décidé à aller "jusqu'au bout" sur la réforme de la SNCF - AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe a réaffirmé au Parisien à paraître dimanche que le gouvernement ira "jusqu'au bout" dans ses projets de réforme de la SNCF, alors que les cheminots reprennent leur grève samedi soir jusqu'à mardi matin. AFP

- Réforme du rail, les négos s'enrayent - Liberation.fr 9 avril 2018

Les tractations entre les syndicats et le gouvernement semblent dans l'impasse. L'exécutif pourrait être tenté de passer en force dès l'été grâce aux ordonnances et à sa majorité au Parlement. Liberation.fr 9 avril 2018

- Grève SNCF: un TGV sur 5 lundi, un Transilien et un TER sur 3, un Intercités sur 6 - AFP 9 avril 2018

Un TGV sur cinq, un Transilien et un TER sur trois et un Intercités sur six rouleront lundi, selon les prévisions annoncées dimanche par la SNCF pour le quatrième jour de grève contre la réforme ferroviaire. AFP 9 avril 2018

Les médias et les instituts de sondages aux secours de Macron.

- La fronde sociale pousse Macron à s'inviter jeudi au JT de 13h00 de TF1 - AFP 8 avril 2018

Devant les protestations sociales, Emmanuel Macron viendra expliquer ses réformes aux Français jeudi au JT de 13H00 de TF1, animé par le vétéran Jean-Pierre Pernaut, rendez-vous favori des seniors, un électorat à reconquérir. AFP 8 avril 2018

- L'exécutif engage la bataille de l'opinion - Liberation.fr 9 avril 2018

Face au risque de durcissement du conflit, les ministres multiplient les interventions médiatiques pour contrer le mouvement de grève. Liberation.fr 9 avril 2018

- SNCF: 62% des Français souhaitent que la réforme soit menée à bien - AFP 08.04

Une large majorité des Français (62%) souhaite que le gouvernement aille jusqu'au bout de la réforme de la SNCF, en dépit du mouvement de grève en cours, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche réalisé les 5 et 6 avril. AFP 08.04

Le verdict populaire sera un jour à la hauteur de leur cruauté.

- Nantes : des élus LREM choqués par la pendaison d'un mannequin à l'effigie d'Emmanuel Macron - Franceinfo 9 avril 2018

Samedi, un mannequin à l'effigie du président de la République a été pendu, frappé et brûlé lors d'une manifestation contre la politique du gouvernement.

- Licenciement d'un syndicaliste à La Poste: Pénicaud défend son feu vert AFP 9 avril 2018

Qu'on l'euthanasie !

- A Aubervilliers, le Parti socialiste en réanimation - leparisien.fr 08.04

À Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ce week-end, où étaient présents quelque 2 000 militants, on a beaucoup vu et entendu François Mitterrand.

Olivier Faure, officiellement investi premier secrétaire, n'y a pas dérogé. « C'était il y a 47 ans [...], déjà on nous voyait plus morts que vifs. C'était à Épinay », a débuté le député de Seine-et-Marne de 49 ans, traçant un parallèle entre le congrès qui vit l'arrivée de Mitterrand aux rênes du PS, dix ans avant sa victoire présidentielle, et l'état de santé actuel du parti au pronostic vital réservé. Mitterrand avait alors inauguré « un nouveau cycle », Faure a voulu placer son congrès sous le signe de la « renaissance », totem d'un week-end, asséné façon méthode Coué.

Faure convoquera aussi, dans un hommage, Michel Rocard et Henri Emmanuelli, deux anciens premiers secrétaires décédés ces dernières années, et qui « avaient conscience d'être les maillons d'une longue chaîne commencée avant eux et qu'ils avaient le devoir de prolonger ». Blum et Jaurès seront aussi cités.

Au final, on ne saura peut-être que dans dix ans de quoi le congrès d'Aubervilliers était vraiment le nom. Celui de la « renaissance » invoquée par Faure, ou bien celui des illusions. leparisien.fr 08.04

Vulgairement, vous laisserez-vous baiser une énième fois ? La question qui tue : N'y avait-il pas là un côté corporatiste plutôt que révolutionnaire ?

En famille entre monarches.

- Le prince héritier saoudien révèle que le wahhabisme a été exporté à la demande des Occidentaux - francais.rt.com

Dans une interview au Washington Post, le prince héritier Mohamed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite avait commencé à propager l'idéologie wahhabite à la demande de ses alliés occidentaux, pendant la guerre froide, pour contrer l'URSS.

Une déclaration du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane (surnommé «MBS») publiée par le Washington Post le 22 mars et passée, semble-t-il, inaperçue dans les médias francophones, fait office d'aveu. En effet, le prince héritier saoudien a assuré que l'idéologie wahhabite avait été propagée au cours de la seconde moitié du XXe siècle par Riyad à la demande des alliés occidentaux du royaume, dans le but de contrer l'influence de l'Union soviétique dans les pays musulmans.

En visite diplomatique aux Etats-Unis, «MBS» s'est exprimé lors d'une rencontre avec des membres de la rédaction du Washington Post. Bien que cette réunion ait été tenue secrète dans un premier temps, l'ambassade saoudienne a par la suite autorisé le célèbre journal américain à publier des extraits spécifiques des propos tenus par le prince héritier. Ainsi, le journal relate des déclarations de Mohamed ben Salmane sur différents dossiers, dont sa relation avec Jared Kushner, le gendre de Donald Trump et conseiller de la Maison Blanche, ses réformes internes au royaume, la guerre au Yémen ou encore le conflit israélo-palestinien.

Interrogé sur la propagation du wahhabisme, idéologie islamiste rigoriste née en Arabie saoudite et parfois accusée par la presse et des responsables politiques en Occident d'être une source du terrorisme islamiste, le prince héritier a déclaré que les investissements saoudiens dans les mosquées et écoles islamiques à l'étranger trouvaient leur origine dans le contexte de la guerre froide. Le prince héritier a expliqué que, à cette époque, les alliés occidentaux de Riyad avaient demandé à l'Arabie saoudite d'utiliser ses ressources afin d'empêcher l'Union soviétique de «conquérir le monde musulman ou d'y acquérir de l'influence».

Une révélation tardive du rôle de l'Occident dans la propagation du wahhabisme

Interrogé par RT France, Pierre Conesa, historien français, auteur du livre *Dr. Saoud et Mr. Djihad*, qualifie cette révélation de «tardive». Pour ce spécialiste en stratégies politiques internationales, cette révélation permet au prince héritier de «se décharger d'une partie de sa responsabilité sur le financement du terrorisme».

Dans un article publié dans le *Monde Diplomatique* de juin-juillet 2016, intitulé «Un demi-siècle de diplomatie wahhabite», Pierre Conesa expliquait déjà que la politique étrangère du royaume saoudien avait été anticommuniste durant la guerre froide et opposait le panislamisme au panarabisme socialisant de Gamal Abdel Nasser, dirigeant égyptien de 1954 à 1970. Cette politique était largement soutenue par les Occidentaux et notamment les Américains. «L'adage très répandu pendant la guerre froide selon lequel "l'ennemi de notre ennemi est notre ami" empêche alors [les Occidentaux] de voir que le royaume wahhabite a son propre programme », ajoute l'historien. Une véritable industrie «théo-idéologique» qui «emprunte au soft power américain et à la propagande soviétique» se met alors au service du wahhabisme.

Un système de promotion mondiale de l'islam rigoriste

Plus de deux décennies après la fin de la Guerre Froide, WikiLeaks publie plus de 60 000 documents diplomatiques saoudiens. Ces «câbles» mettent en lumière le système de prosélytisme et de promotion d'une lecture rigoriste de l'islam appliqué par le royaume wahhabite au niveau international. «Depuis des dizaines d'années, l'Arabie Saoudite injecte des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chéquier», révèle le journal américain *New York Times*, en juillet 2015, après avoir épluché tous les documents diplomatiques mis à jour par WikiLeaks.

«Quand après les attentats du 11 septembre 2001, alors que 15 des terroristes étaient saoudiens, George W. Bush désigne l'Afghanistan et l'Irak comme les ennemis des Etats-Unis, on comprend que l'Arabie est un bon client qu'il ne faut pas contrarier », analyse encore Pierre Conesa. Pour l'historien, la situation est similaire aujourd'hui, quand «Donald Trump annonce depuis Riyad que c'est l'Iran qui est la cause du terrorisme».

Riyad ne semble toutefois plus assumer son rôle d'exportateur global du wahabisme. Aux journalistes du *Washington Post*, Mohammed ben Salmane a en effet confié que les gouvernements saoudiens successifs «s'étaient] fourvoyés sur de fausses pistes» et qu'il était temps désormais que «les choses reviennent à la normale», en ce qui concerne notamment le financement du wahhabisme. Il a assuré que ce «financement prov[enait] aujourd'hui en grande partie de fondations saoudiennes, et non du gouvernement». De manière on ne peut plus claire, le prince héritier Mohammed ben Salmane entend donc séduire ses partenaires occidentaux. L'accueil que lui a réservé Donald Trump au premier jour de son voyage à Washington semble démontrer que cette offensive de charme fonctionne à merveille. francais.rt.com 28.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

Simple gesticulation ou vont-ils bombarder Damas ? Avant de lire l'article suivant, il est conseillé de lire celui-ci et de le faire circuler :

- « Le Royaume-Uni tente trois attaques chimiques sous faux drapeau dans la Ghouta » - Réseau Voltaire, 20 mars 2018, www.voltairenet.org/article200240.html

- Syrie: comme Trump, Macron dénonce des "attaques chimiques" et se coordonnera avec Washington - AFP 09.04

Comme quoi la pendaison pour Macron serait un châtimeut trop expéditif, trop rapide, il ne souffrirait même pas, ce serait injuste...

- Attaque chimique présumée en Syrie, Trump veut faire payer "le prix fort" - AFP 09.04

Une attaque chimique présumée ayant fait des dizaines de morts dans une zone rebelle près de Damas a soulevé un tollé international dimanche, le président américain Donald Trump avertissant Bachar al-Assad et ses alliés qu'il faudrait "payer le prix fort" pour ce bombardement.

Sous l'impulsion de la France, neuf pays ont demandé une réunion urgente lundi à 19H00 GMT du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'attaque présumée samedi à Douma, selon des sources diplomatiques.

Peu après, Moscou a demandé pour la même heure une autre réunion du Conseil, qui n'a pas pour objet spécifique la Syrie et parle de "menaces sur la paix dans le monde", selon des sources diplomatiques.

La réunion consacrée à la Syrie a alors été avancée à 15H30 GMT...

Le régime syrien, défendu par ses deux alliés indéfectibles, la Russie et l'Iran, a démenti toute attaque chimique dans l'ultime poche rebelle dans la Ghouta orientale, région stratégique aux portes de la capitale que ses forces semblaient dimanche soir en passe de reprendre entièrement.

Alors qu'un conseiller de M. Trump a déclaré qu'une action militaire n'était pas à écarter, Moscou a mis en garde Washington contre une telle intervention "pour des prétextes fabriqués" qui pourrait "mener aux plus lourdes conséquences".

Les Casques Blancs, les secouristes en zones rebelles, un groupe insurgé ainsi que l'opposition en exil ont accusé le régime d'avoir mené une attaque chimique à Douma. L'Union européenne a estimé elle que les indices pointaient "vers une nouvelle attaque chimique perpétrée par le régime".

Il n'était pas possible de confirmer ces allégations de source indépendante. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un réseau de sources dans le pays, a indiqué ne pas être en mesure de confirmer une attaque chimique.

Mais les Casques Blancs et l'ONG médicale Syrian American Medical Society (SAMS) ont affirmé dans un communiqué conjoint que 48 personnes avaient péri dans cette attaque aux "gaz toxiques".

Une vidéo postée par les Casques blancs sur Twitter et présentée comme tournée après l'attaque chimique présumée montre un enchevêtrement de corps sans vie, dont ceux de femmes et d'enfants, allongés à même le sol, de la mousse blanche s'échappant de leur bouche.

Firas al-Doumi, un secouriste à Douma a évoqué "des scènes effroyables". "Il y avait de nombreuses personnes en train de suffoquer, certaines sont mortes immédiatement", a-t-il dit à l'AFP. "C'était un massacre. Il y avait une très forte odeur qui a entraîné des difficultés respiratoires chez les secouristes".

"Nous avons fait une tournée dans la ville, on a vu des corps encore abandonnés sur les routes", a affirmé un volontaire du Croissant rouge syrien.

Face aux accusations contre le régime, son allié russe a dénoncé des "prétextes inventés" pour une intervention militaire qui "serait absolument inacceptable et peut mener aux plus lourdes conséquences".

L'Iran a de son côté fustigé un nouveau "complot" contre le président Assad et un "prétexte pour une action militaire".

Le régime y a vu lui "une rengaine ennuyeuse" de la part des pays "qui soutiennent le terrorisme en Syrie".

Déterminé à faire plier le groupe rebelle Jaich al-Islam, le dernier encore présent dans la Ghouta orientale et retranché à Douma, le pouvoir a de nouveau bombardé intensément vendredi et samedi la ville tuant près d'une centaine de civils, selon l'OSDH.

Le régime a, semble-t-il, obtenu ce qu'il voulait puisque selon l'agence officielle Sana, l'évacuation vers le nord de la Syrie des rebelles et de leurs familles a commencé dimanche soir, en application d'un accord conclu dans la journée avec Jaich al-Islam.

Le commandant du centre russe pour la réconciliation entre les parties, Iouri Evtouchenko, avait annoncé plus tôt que "100 autobus" étaient arrivés sur place et que "tout (était) prévu pour l'évacuation de 8.000 combattants et environ 40.000 membres de leurs familles".

Parallèlement, des otages retenus à Douma par les rebelles ont pu regagner Damas. AFP 09.04

Hongrie

Quatre ans de plus aux commandes de la Hongrie pour le souverainiste Orban - AFP 9 avril 2018

Viktor Orban sort renforcé de l'écrasante victoire, dimanche, de son parti national-conservateur aux élections législatives hongroises, qui va lui offrir un troisième mandat consécutif, lui laissant toute latitude pour amplifier la centralisation des pouvoirs et poursuivre ses passes d'armes avec l'UE.

Le succès du Premier ministre le plus controversé d'Europe est sans appel: sur la quasi-totalité des bulletins dépouillés, et avec une forte mobilisation des électeurs, le parti Fidesz obtient 48,8% des voix, avec près de trente points d'avance sur le Jobbik, formation d'extrême droite qui a abandonné la rhétorique xénophobe.

Ce résultat laisse bon espoir à la future majorité de décrocher 133 sièges sur les 199 du parlement hongrois et donc une nouvelle "super-majorité" des deux-tiers, comme en 2010 et 2014, qui permet de faire voter des changements constitutionnels.

Dénonçant la déliquescence des services publics de santé, l'émigration des jeunes, les pratiques douteuses et le clientélisme des cercles du pouvoir, notamment dans l'usage des fonds européens, la gauche et les libéraux, éparpillés entre plusieurs formations concurrentes, ne sont pas apparus comme des alternatives crédibles. AFP 9 avril 2018

ECONOMIE

Chine

- La Chine ouvre le plus grand pont maritime du monde entre Hong Kong, Zhuhai et Macao - fr.sputniknews.com. 08.04

Un mégaprojet des plus ambitieux, un pont qui relie Hong Kong, Macao et la ville de Zhuhai, au sud de la Chine continentale, a été réalisé. Il s'agit du plus grand pont maritime du monde. Sputnik a rencontré Zhang Jinwen, ingénieur principal qui s'était trouvé à l'origine de cette belle réalisation.

«À certains moments, jusqu'à 20.000 ingénieurs y travaillaient en même temps, alors que des technologies inédites y ont été utilisées», a poursuivi l'interlocuteur de l'agence. fr.sputniknews.com. 08.04